

Unité départementale de la Somme
53, rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANTARGAZ ENERGIES

4 Place VICTOR HUGO
92400 Courbevoie

Références : -
Code AIOT : 0005103591

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement ANTARGAZ ENERGIES implanté ZI ROUTE DE THENNES 80110 MOREUIL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée de manière inopinée. Elle a consisté, après avoir consulté l'état des stocks et visité le site, à réaliser un exercice de simulation d'un départ de feu sur le stock de bouteilles de gaz avec déclenchement du plan d'organisation interne (POI) du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ ENERGIES
- ZI ROUTE DE THENNES 80110 MOREUIL
- Code AIOT : 0005103591
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le dépôt ANTARGAZ de MOREUIL, est un dépôt de stockage de bouteilles de Gaz de Pétrole Liquéfié GPL (butane et propane).

Aucun produit n'est fabriqué sur site. Le site réceptionne les bouteilles pleines provenant des centres emplisseurs et des bouteilles vides en retour de clientèle (grande et moyenne distribution, services de proximité). Il distribue les bouteilles pleines en clientèle et renvoie les vides aux centres emplisseurs. Ces bouteilles sont placées dans des casiers facilitant leur manutention au moyen de chariots automoteurs.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exercice a démarré à 14h29. L'inspection informe le chef de dépôt du scénario de l'exercice : un feu s'est déclenché sur le stockage de bouteilles de gaz pleines en acier.

Le chef de dépôt demande directement au chauffeur du camion situé à proximité du lieu de l'incendie de partir du site avec son camion. Celui-ci s'exécute en empruntant le chemin prévu pour sortir du site. Le chauffeur a pu ouvrir la grille d'entrée/sortie du site à l'aide de son badge.

Le chef de dépôt appelle ensuite le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) à 14h32 (en précisant qu'il s'agit d'un exercice). Il se présente et informe immédiatement le SDIS qu'un incendie s'est déclaré sur le site Antargaz à Moreuil, route de Thennes, site situé derrière l'entreprise GAMM VERT à Moreuil. Il précise que l'incendie s'est déclaré sur des bouteilles de gaz. Il indique que plus de 8000 bouteilles de gaz sont stockées sur le site. Le chef de dépôt indique au SDIS que 5 personnes sont présentes sur site et qu'il s'assure que ces personnes se rendent bien au point de rassemblement du site. Le SDIS ayant bien pris en compte l'incident, l'appel se termine.

Suite à l'appel au SDIS, le chef de dépôt s'assure de l'absence de personnes sur le site. Il contacte son responsable par téléphone en lui indiquant qu'il y a un feu sur site et qu'il s'agit d'un exercice. Il demande à son responsable de prévenir les autres, puis rejoint le point de rassemblement. Le chauffeur est bien sorti du site avec son camion. Le deuxième chauffeur présent, qui avait terminé son service, est bien sorti du site en camionnette.

Le chef de dépôt ouvre le portail d'accès au site, portail situé au niveau du point de rassemblement. Il bloque la lentille de détection de présence du portail avec un extincteur afin de s'assurer que le portail reste bien ouvert pour permettre l'accès du SDIS au site.

Le chef de dépôt nous informe alors qu'il attend l'arrivée du SDIS. Les inspectrices présentes demandent au chef de dépôt si ses actions sont terminées. Il répond positivement. L'exercice prend fin à 14h39.

Avis du SDIS concernant l'appel passé :

« Les principes fondamentaux d'une demande de secours sont respectés :

- Identité
- Adresse
- Nature de l'activité
- Situation
- Réponses claires et compréhensibles aux questions de l'opérateur

Les axes d'amélioration perçus sont :

- L'information sur la mise en œuvre ou non du POI
- L'état de l'évacuation des personnels du site et son chiffrage »

Avis de l'inspection des installations classées :

Le chef de dépôt a été réactif en faisant évacuer le camion présent, les personnes, et en appelant rapidement les pompiers. Il a eu le réflexe d'évacuer rapidement les personnes présentes sur le site vers le point de rassemblement, et de prévenir son responsable.

Néanmoins, l'inspection note que le POI n'a pas été consulté, et les différentes étapes prévues par celui-ci n'ont pas été suivies. Par exemple, le POI existant le jour de la visite d'inspection prévoit que le témoin de l'incendie appelle les pompiers, le SAMU (Service d'Aide Médicale d'Urgence) et la police. L'inspection interroge l'exploitant sur la nécessité de contacter le SAMU et la police en cas de départ d'incendie : la consigne est-elle préventive en cas de propagation de l'incendie ?

Un message d'alerte type pour les pompiers est prévu dans le POI. Il n'a pas été suivi : pas de précisions sur le nombre de blessés, sur le déclenchement ou non du POI, les mesures prises (évacuation des 5 personnes présentes vers le point de rassemblement). En effet, les informations délivrées par le chef de dépôt concernant l'évacuation des personnes ont fait suite au questionnement de l'opérateur du SDIS.

Ensuite, le POI prévoit de contacter les différents interlocuteurs dans la société qui sont :

- le responsable logistique,
- le responsable HSEQ,
- le responsable du chef de dépôt,
- le chef de dépôt.

Le chef de dépôt dans le cadre de l'exercice est la personne témoin de l'incendie. Seul le responsable du chef de dépôt a été contacté. L'inspection interroge l'exploitant sur le nombre de personnes que le témoin de l'incendie doit contacter selon le POI existant (cf. point de contrôle n°1).

Concernant les actions prévues à mettre en œuvre, le chef de dépôt a réalisé toutes les actions. Il n'a pas tenté d'éteindre le feu pour éviter de se mettre en danger. Il a fait éloigner le camion présent sur la voie d'accès, évacué le personnel vers le point de ralliement, il s'est rendu à l'entrée de la voie d'accès pour l'accueil des secours, il a ouvert la barrière d'accès.

Le POI prévoit que le voisinage direct soit prévenu par téléphone. Un message type est prévu dans le POI. Cette action n'a pas été réalisée. De même, ni le siège de la société, ni les administrations (Préfecture, DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), mairie) n'ont été prévenues comme prévu dans le POI.

L'inspection note qu'aucun exercice de ce type n'a été réalisé en interne sur le site depuis la prise de poste du chef de dépôt. L'inspection invite l'exploitant à réaliser ce type d'exercice rapidement après la prise de poste d'un nouveau chef de dépôt.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'opération interne	16/04/2018, article 2.5.		
2	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le chef de dépôt présent sur le site lors de l'exercice a été réactif.

Le document POI n'a pas été utilisé lors de l'exercice incendie. Il doit être mis à jour régulièrement et au moins une fois tous les 3 ans. Il ne mentionne pas l'ensemble des éléments prévus par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées. Des exercices avec déclenchement du POI doivent être réalisés de manière régulière et notamment lorsque le personnel est renouvelé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2018, article 2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de : <ul style="list-style-type: none"> • contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; • mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. Le POI définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents majeurs. Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers.

Il est réexaminé et mis à jour au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque changement notable porté à la connaissance du préfet par l'exploitant, avant la mise en service d'une nouvelle installation, à chaque révision de l'étude de dangers, à chaque modification de l'organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. . Si l'accident nécessite l'intervention de moyens publics de secours pour lutter contre le sinistre, qu'il soit contenu dans les limites de l'établissement ou non, la direction des opérations de secours est alors assurée par l'autorité de police compétente. Le cas échéant, l'exploitant prend, à l'extérieur de son établissement, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I.

Le P.O.I est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Il est diffusé pour information, à chaque mise à jour :

- en double exemplaire à l'inspection des installations classées (DREAL : unité territoriale et service Risques) au format papier. Une version électronique et opérationnelle du P.O.I est envoyée conjointement à la version papier à l'inspection des installations classées;
- au SDIS qui précisera le nombre d'exemplaires à transmettre en fonction des nécessités opérationnelles,
- à la Préfecture.

À chaque nouvelle version du P.O.I, le personnel travaillant dans l'établissement, y compris le personnel sous-traitant est consulté dans le cadre du CHSCT, s'il existe. L'avis du CHSCT est joint à l'envoi du P.O.I à la DREAL.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d'être impactées par un accident majeur. Leur fréquence est a minima annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Le P.O.I de l'exploitant est mis en place dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Le document POI n'a pas été utilisé lors de l'exercice incendie. Il ne prévoit pas les mesures nécessaires pour protéger l'environnement contre les effets d'un accident majeur.

Le POI présenté le jour de la visite d'inspection à la demande de l'inspection des installations classées est daté du 20/09/21. Le POI n'est donc pas mis à jour au moins une fois tous les 3 ans. L'exploitant ne réalise pas d'exercices POI à minima annuellement : en effet, l'exploitant a présenté deux comptes-rendus d'exercices datés de 2021 et 2023.

Le POI prévoit 6 extincteurs à poudre de 9 kg. L'inspection ne compte que 2 extincteurs de ce type sur le plan de masse du site. De plus, l'extincteur présent à l'entrée du site n'est pas répertorié sur le plan de masse.

Le POI n'est pas à jour : le nom du chef de dépôt est inexact. Il en est de même concernant le plan de masse du site.

Observations:

- l'inspection propose à l'exploitant d'indiquer au minimum les coordonnées des responsables à contacter en cas d'incident/accident sur le portail d'accès au site;
- l'exploitant s'assurera que les coordonnées des différents interlocuteurs sont à jour;
- l'inspection note que le témoin de l'incendie doit, selon le POI, contacter de nombreux interlocuteurs pendant qu'il fait face à l'accident pour expliquer l'événement et les actions mises en œuvre. Elle invite l'exploitant à revoir ce point organisationnel du POI;
- l'exploitant corrigera les incohérences concernant l'ordre des différentes actions à mettre en place en cas d'accident pour les différents scénarios d'accident;
- l'inspection invite l'exploitant à solliciter la société de télésurveillance lors de la réalisation d'exercices avec déclenchement du POI;
- l'exploitant indiquera les coordonnées de la préfecture dans le répertoire des numéros de téléphone utiles du POI.
- l'exploitant n'a déclenché aucune alarme lors de l'exercice. Le POI ne prévoit pas non plus de déclenchement d'alarme en cas d'incendie. L'inspection invite l'exploitant à étudier cette possibilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre à jour et transmettre à l'inspection des installations classées ainsi qu'au SDIS son POI avec l'ensemble des dispositions prévues par la prescription susvisée sous le délai de 3 mois. Il réalisera, dans ce même délai, un exercice POI sur le site et transmettra le compte-rendu à l'inspection des installations classées. Le POI devra être mis à jour selon les fréquences prévues par la prescription susvisée.

L'exploitant doit mettre en cohérence le nombre d'extincteurs prévu dans son POI avec le nombre d'extincteurs prévus sur le plan de masse du site dans un délai de 3 mois. Le plan de masse joint au POI doit être mis à jour sous ce même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant

s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant indique dans son POI le nom et les fonctions des personnes à contacter dans l'entreprise. Il n'est pas précisé que ces personnes jouent un rôle dans le déclenchement de procédures d'urgence.

Les mesures à prendre pour maîtriser l'événement et pour en limiter les conséquences ne sont décrites qu'en partie : il est indiqué que le témoin de l'incendie doit tenter d'éteindre le feu avec un extincteur à proximité sans se mettre en danger. Le POI n'apporte aucune indication concernant les mesures à prendre pour protéger l'environnement, et notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux comme décrites dans la prescription susvisée.

Le site n'est pas doté d'un système d'alerte pour limiter le risque pour les personnes se trouvant sur le site lors d'un incendie. A noter que le site est relativement petit en terme de surface.

Un message d'alerte au DOI (Directeur des Opérations Internes) est prévu par le POI.

En situation d'urgence, les services d'urgence sont accueillis à l'entrée du site par le responsable de dépôt, apte à guider les services d'urgence sur le site. Un plan du site est présent près de l'accueil. L'inspection invite l'exploitant à prévoir dans son POI, autant que possible, que la personne accueillant les services de secours puisse transmettre le plan du site à ceux-ci dès leur arrivée à l'entrée du site.

L'inspection n'a pas contrôlé les formations du personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter.

Le POI ne prévoit pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. Il ne prévoit pas non plus les moyens et méthodes utilisées pour la remise en

état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour son POI avec l'ensemble des dispositions prévues par la prescription susvisée sous le délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a transmis un état des stocks à l'inspection. Il indique que l'état des stocks est mis à jour de manière instantanée à chaque livraison ou à chaque retour de bouteilles de gaz. L'inspection n'a pas vérifié que le stock de bouteilles présentes pour l'engin de manutention était pris en compte dans l'état des stocks. Pour rappel, l'état des stocks doit prendre en compte toutes les matières combustibles. L'état des stocks mentionne une quantité de butane et propane de 103t, soit 8632 bouteilles. Le seuil prévu par les arrêtés préfectoraux est respecté. L'exploitant précise que le chef de dépôt ne peut plus commander de bouteilles lorsque le stock est à son maximum, soit 103 tonnes. L'exploitant indique que l'état des stocks est disponible à distance. L'inspection conseille à l'exploitant de prévoir dans son POI une information de l'état des stocks au SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

